

# Le plan narcotrafic à la PJJ

**Ou quand la déclinaison des politiques nationales  
Montre une fois de plus la coupure avec les besoins des terrains**

**Paris, le 19.06.2025**

La direction, qui a pris le parti de retirer de l'agenda social toutes les instances CSA pour le mois de juin, a proposé en remplacement une réunion multi latérale sur le plan narcotrafic.

Ou comment balayer d'un revers de main une instance consultative pour la remplacer par une réunion dont le sujet résultant d'une commande politique ne répond en rien aux demandes de la majorité des représentants des personnels...

D'autant plus que le contenu paraît finalisé au point que les remarques ne pourront être prises en compte qu'à la marge...

**Nous avons donc décidé de ne pas siéger à cette instance qui est une nouvelle coquille vide.**

**Nous contestons également le contenu du document.**

Tout d'abord, nous tenons à préciser que les professionnels n'ont pas attendu un plan narcotrafic pour travailler avec les jeunes qui sont impliqués dans des affaires de stupéfiant.

Si nous ne contestons pas la nécessité d'actualisation des pratiques au regard de nouvelles infractions et de nouveaux phénomènes (réseaux) y avait-il besoin pour autant d'un plan narcotrafic à la PJJ ?

De plus, ce dispositif participe à une spécialisation des tâches éducatives contestable qui semble être désormais le parti pris de notre direction.

A quand les éducateurs spécialisés pour les agresseurs sexuels, les agresseurs avec arme blanche etc.. ?

Le texte présenté propose de compléter le référentiel par des outils d'évaluation ainsi qu'une trame spécifique de rapport pour les adolescents suivis dans le cadre du narco trafic.

Nous l'avons déjà annoncé, bientôt il ne restera plus qu'à cocher des cases...

L'impression est grande d'enfoncer des portes ouvertes quand ce plan indique nécessaire de conduire des entretiens familiaux pour restaurer le lien éducatif... Autant redéfinir le béaba du travail éducatif, les professionnels apprécieront !

Quant aux mesures de prévention qui sont préconisées telles que les expos 13.18, les permanences de soutien à la parentalité, comment y croire alors que sur les terrains les moyens ne sont pas suffisants pour assurer un fonctionnement à minima ?

Comment y croire dès lors que notre direction ne veut toujours pas comptabiliser ces dispositifs dans l'activité de l'unité ?

Quant au déploiement de postes que ce soit d'éducateurs, des chargés de mission régionaux, territoriaux et de celui au national (pas de chiffres dans le document) comment ne pas nous étonner d'un tel déploiement quand on se serre la ceinture sur le plan RH depuis des mois ?

Comment percevoir leur rôle précisément quand aucune fiche de poste n'a été communiquée alors que notre OS les avait demandées.

Comment penser que le plan narcotrafic est la priorité alors que sur le terrain, les équipes ont besoin de renfort, et nous pensons également aux équipes de cadres en DT ou en DIR qui composent aussi avec la pénurie d'agents et les postes non remplacés.

**A cet égard, la direction plutôt que de penser à de nouveaux dispositifs seraient bien inspirée de réactiver des anciens qui fonctionnaient tels les éducateurs volants mais aussi des personnels de direction et cadres volants.**

Béatrice Briout

Secrétaire générale UNSa SPJJ